

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE CONJOINT

7 décembre 2023.

Abuja, République fédérale du Nigéria.

### **LES ACTEURS PRO-DÉMOCRATIE ET LA SOCIÉTÉ CIVILE EN AFRIQUE DE L'OUEST EXHORTENT LA CEDEAO À ACCÉLÉRER LA RÉVISION DU PROTOCOLE SUR LA DÉMOCRATIE ET LA BONNE GOUVERNANCE, Y COMPRIS L'ADOPTION DE LIMITES DES MANDATS.**

Le Réseau de Solidarité pour la Démocratie en Afrique de l'Ouest (WADEMOS), en collaboration avec Tournons La Page (TLP), et d'autres acteurs civiques et pro-démocratie implorant la CEDEAO de donner la priorité et de revoir les discussions sur la révision des Protocoles de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance dans un contexte de détérioration de l'état de la démocratie en Afrique de l'Ouest

La démocratie en Afrique de l'Ouest a connu un renversement depuis la dernière décennie. Parmi les principaux facteurs du déclin démocratique et politique figurent la résurgence des changements anticonstitutionnels de gouvernement, les violations des limites constitutionnelles du nombre de mandats et la mauvaise qualité des élections menées ces derniers temps. Actuellement, la région revient aux jours antérieurs des coups d'État, avec le Mali, le Burkina Faso, le Niger et la Guinée en transition suite aux coups d'État militaires dans ces pays. En outre, il y a eu un certain nombre de tentatives, réussies ou infructueuses, visant à modifier les constitutions pour permettre aux présidents en exercice de prolonger leur mandat. En 2023, à l'exception du Libéria, la crédibilité et l'intégrité des résultats électoraux ont été remises en question par les observateurs internationaux et locaux ainsi que par les citoyens du Nigeria et de la Sierra Leone.

En tant que réseau d'acteurs non étatiques, nous sommes profondément préoccupés par ces développements dans la sous-région et sommes convaincus qu'une attention critique doit être accordée à la révision des Protocoles de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance et à l'adoption de la limitation des mandats.

Dans cette optique, les organisations de la société civile se sont réunies au Nigéria le 8 décembre 2023, avant le Sommet des chefs d'État de la CEDEAO, pour délibérer sur la détérioration de l'état de la démocratie dans la sous-région, avec un accent particulier sur la question de l'allongement des termes et la limitation de mandat en Afrique de l'Ouest. La réunion a formulé un certain nombre d'observations et de recommandations tout en reconnaissant les efforts de la CEDEAO en faveur de la révision du protocole additionnel.

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA), Ghana | West Africa Civil Society Institute (WACSI), Ghana  
WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa, Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso

## Interventions des chefs d'État de la CEDEAO sur la limitation des mandats en Afrique de l'Ouest

En ce qui concerne la CEDEAO et la révision du protocole incluant les interventions autour de la limitation des mandats, nous notons ce qui suit :

1. Le Protocole additionnel de la CEDEAO sur la démocratie et la bonne gouvernance, adopté en décembre 2001, visait à standardiser les valeurs et principes démocratiques dans la sous-région. Il s'agissait de garantir que dans tous les pays d'Afrique de l'Ouest, il y aurait un processus électoral transparent, le respect des droits et libertés de toutes les personnes, la non-ingérence de l'armée dans la gouvernance d'un pays et le respect du constitutionnalisme, entre autres. L'institutionnalisation du Protocole témoigne de la conviction de la CEDEAO selon laquelle la bonne gouvernance et l'État de droit sont des conditions non négociables du développement durable et de la coexistence pacifique. Cependant, après plus de deux décennies de mise en œuvre du protocole, il existe des lacunes inhérentes qui révèlent ses insuffisances et le rendent inefficace pour répondre à l'environnement sociopolitique actuel et émergent de l'État d'Australie-Occidentale.
2. Consciente de cela, la CEDEAO a fait des efforts pour réviser les Protocoles additionnels sur la démocratie et la bonne gouvernance. En juillet 2015, lors du Sommet des chefs d'État de la CEDEAO à Accra, les dirigeants ouest-africains ont rejeté une déclaration imposant une limite de deux mandats à tous les pays de la sous-région après le Togo et la Gambie, tous deux ayant des présidents au pouvoir depuis plus de deux mandats, se seraient opposés à l'idée.
3. Suite au coup d'État du 5 septembre 2021 en Guinée et lors d'une session extraordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement à Accra, le président de la Commission de la CEDEAO a été chargé d'engager un processus de révision du Protocole additionnel de 2001 dans le cadre des efforts pour renforcer la démocratie. Malheureusement, lors de la soixante et unième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement à Accra, au Ghana, en juillet 2022, les mesures prises pour soumettre des propositions à examiner ne se sont pas concrétisées en raison de l'opposition persistante des gouvernements du Togo, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. Les dirigeants ouest-africains ont cependant félicité la Commission pour les progrès réalisés dans la construction d'un consensus sur la révision du Protocole de la CEDEAO de 2001 sur la démocratie et la bonne gouvernance.

Lors de la soixante-deuxième session ordinaire de la Conférence des chefs d'État et de gouvernement, tenue à Abuja, au Nigéria, le 4 décembre 2022, la CEDEAO a déclaré dans son communiqué qu'elle « réaffirme sa ferme condamnation des changements anticonstitutionnels de gouvernement et souligne l'urgence nécessitant

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA), Ghana | West Africa Civil Society Institute (WACSI), Ghana  
WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa, Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso

d'une action collective pour consolider la démocratie et promouvoir la stabilité dans la région » et s'est engagé à appliquer des sanctions sévères en cas de non-respect. L'Autorité a en outre demandé à la Commission de poursuivre les discussions avec les États membres et d'autres parties prenantes afin de parvenir à un consensus et de finaliser la révision du Protocole additionnel de 2001 sur la démocratie et la bonne gouvernance. De plus, les chefs d'État ont également demandé au président de la Commission de soumettre un projet de protocole additionnel révisé aux chefs d'État lors de leur prochaine session.

4. Cela fait plus de deux ans que les chefs d'État de la CEDEAO ont demandé à la Commission de lancer le processus de révision du protocole de 2001 visant à renforcer la démocratie et les tentatives de recherche de consensus. Depuis cette période, deux autres coups d'État ont eu lieu au Burkina Faso et au Niger, tandis que l'instabilité politique a englouti des pays comme la Sierra Leone et la Guinée Bissau. Les leçons tirées des développements récents dans la sous-région mettent en évidence le fait fondamental que le protocole actuel de la CEDEAO manque de capacité de résilience et de résistance pour coordonner efficacement la réponse régionale aux menaces sociopolitiques actuelles en Afrique de l'Ouest.

### **Menaces pour la démocratie résultant de la prolongation de la durée du mandat**

À la fin du XXe siècle, de nombreux pays africains ont adopté une limitation du nombre de mandats présidentiels dans le cadre d'un ensemble plus large de règles constitutionnelles qui ont accompagné la transition d'un régime personnel et autoritaire vers des modes de gouvernance pluralistes. Alors que la limitation des mandats a été largement acceptée par l'opinion publique africaine dans son ensemble, ces règles ont fait l'objet ces dernières années d'attaques croissantes de la part des présidents en exercice cherchant à prolonger leur mandat. Ces quêtes sont souvent formulées dans un langage qui décrit le désir d'un dirigeant de passer plus de temps au pouvoir en réponse aux demandes populaires. Les résultats de l'enquête Afrobaromètre de 34 pays africains du Round 8 montrent qu'il existe un fort soutien (7 Africains sur 10) à la limitation du mandat présidentiel parmi les citoyens de presque tous les pays. Cela est vrai même dans les pays qui n'ont jamais imposé de limitation du nombre de mandats et dans ceux qui l'ont supprimée au cours des 15 dernières années. Les efforts continus visant à supprimer la limitation des mandats révèlent ainsi un décalage majeur entre les dirigeants africains et les citoyens africains sur cette question, soulignant l'héritage persistant du règne des grands hommes sur le continent et mettant en évidence la fragilité des démocraties africaines.

En effet, la prolongation du mandat présidentiel s'est avérée être une source majeure d'instabilité politique, de violations et d'abus des droits de l'homme en Afrique de l'Ouest, aggravant l'insécurité qui prévaut dans la sous-région. La situation difficile actuelle du Burkina Faso peut être attribuée à la tentative de 2014 d'amender la constitution pour permettre la prolongation du mandat présidentiel, ce qui a conduit à la mobilisation et aux protestations des citoyens. De même, de violents affrontements de rue ayant entraîné la mort d'au moins

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA), Ghana | West Africa Civil Society Institute (WACSI), Ghana  
WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa, Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso

85 personnes ont caractérisé les manifestations de civils contre les tentatives de prolongation des mandats en Côte d'Ivoire en 2020. Et récemment au Sénégal, les protestations contre la limitation des mandats ont abouti à la répression des citoyens, conduisant à des violences et la mort de manifestants en raison des brutalités policières.

Il est instructif de noter que, grâce à la constitution révisée du Togo en 2019, une limite de mandat a été introduite qui fixe désormais le mandat présidentiel à deux mandats de cinq ans. Comme c'est la pratique, l'amendement ne s'applique malheureusement pas de manière rétroactive, ce qui rend le président sortant qualifié pour se présenter à l'élection présidentielle de 2020 et aux prochaines élections de 2025, bien qu'il ait déjà accompli trois mandats depuis qu'il est devenu président en 2009. Ce sont tous des signes avant-coureurs en raison de l'absence de normes pour la durée des mandats dans l'Afrique de l'Ouest.

## Recommandations

L'appel à la révision du protocole additionnel de la CEDEAO est une préoccupation majeure pour la plupart des citoyens africains, comme l'a amplifié l'enquête Afrobaromètre.

Malheureusement, et c'est très décevant, la CEDEAO n'a pas accordé la priorité à la discussion de cette question pertinente lors de la dernière réunion (la soixante-troisième session ordinaire) de l'autorité des chefs d'État et de gouvernement tenu en Guinée-Bissau en juillet 2023. Tout en appréciant l'engagement démontré de la CEDEAO à construire un consensus sur la révision des Protocoles additionnels, nous affirmons que l'Autorité des chefs d'État et de gouvernement a été réticente sur la question de la limitation des mandats et n'a pas été suffisamment priorisée et traitée comme urgente, compte tenu de l'effet résultant de la prolongation du mandat sur la paix et la sécurité dans la sous-région.

Nous, les membres de WADEMOS comprenant plus de 35 organisations de la société civile en Afrique de l'Ouest, le TLP et la coalition des OSC contre la limitation des mandats, appelons donc l'Autorité des chefs d'État et de gouvernement de la CEDEAO à donner la priorité à l'adoption de la limitation des mandats à l'ordre du jour des prochaines élections. Le sommet des chefs d'État de la CEDEAO se tiendra à Abuja le dimanche 10 décembre.

## Demandes

C'est sur cette base que nous formulons les revendications concrètes suivantes :

- Nous sommes convaincus que le moment est plus que jamais venu pour la CEDEAO de promulguer un code sur la durée du mandat présidentiel afin d'assurer son harmonisation dans la révision proposée du Protocole additionnel de la CEDEAO. Le climat sociopolitique dégénéré nécessite une intervention immédiate pour empêcher un nouveau renversement de la démocratie dans la sous-région, l'allongement des mandats étant l'un des principaux facteurs. La CEDEAO doit reconnaître la Limitation des mandats comme l'option privilégiée de ses citoyens et viser à répondre à leurs

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA), Ghana | West Africa Civil Society Institute (WACSI), Ghana  
WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa, Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso

aspirations. Les citoyens de L'Afrique de l'Ouest demandent instamment l'adoption d'une limitation des mandats et d'ici la prochaine séance de l'Autorité des chefs d'État en 2024, la CEDEAO doit répondre à la demande pour refléter son orientation d'une « CEDEAO des peuples ».

- Encore une fois, la CEDEAO doit réfléchir au régime de sanctions contre les violations du protocole au-delà des changements anticonstitutionnels de gouvernement pour couvrir d'autres questions telles que la prolongation du mandat dans le Protocole additionnel révisé afin d'améliorer le respect et l'application des constitutions de tous les pays membres.

## Conclusion

En tant qu'acteurs de la société civile et pro-démocratie travaillant sur des questions régionales couvrant la démocratie, la paix et la sécurité ainsi que la bonne gouvernance, nous sommes prêts et disposés à collaborer avec la Commission de la CEDEAO pour accélérer l'action sur cette question très importante de la limitation des mandats qui est un facteur majeur d'instabilité dans la région.

Enfin, nous souhaitons utiliser ce média pour ajouter notre voix aux incidents malheureux et inquiétants en Guinée-Bissau et en Sierra Leone et à l'absence apparente de progrès dans les processus de transition dans les pays sous régime anti-constitutionnel. Nous notons avec déception l'impasse au Niger où les délais de transition n'ont pas été convenus entre la Junte et la CEDEAO. Une fois de plus, nous condamnons la solidarité croissante entre les chefs militaires en Afrique de l'Ouest, qui compromet l'intégration sous-régionale et appelle au respect immédiat des délais et de la charte de transition convenus, ainsi que des instruments normatifs régionaux pour le rétablissement rapide de l'ordre constitutionnel dans ces pays.

**Merci.**

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA), Ghana | West Africa Civil Society Institute (WACSI), Ghana  
WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa, Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso



## À propos du réseau WADEMOS

Le Réseau de solidarité pour la démocratie en Afrique de l'Ouest (« WADEMOS ») est un réseau transnational de solidarité démocratique, non partisan et indépendant, dirigé par la société civile et composé de plus de trente-cinq (35) organisations de la société civile situées dans 15 pays d'Afrique de l'Ouest. L'objectif du réseau WADEMOS est de mobiliser, coordonner et tirer profit du pouvoir collectif de la société civile et d'autres acteurs, ressources et opportunités pro-démocratie au sein de la région de l'Afrique de l'Ouest pour faire progresser, défendre et revigorer la démocratie et promouvoir les normes et réformes démocratiques dans la sous-région.

## À propos de Tournons-la-Page

Tournons La Page (TLP) est un mouvement citoyen international regroupant près de 250 organisations dans quatorze (14) pays d'Afrique qui mène et relaie des actions pacifiques et non partisans pour promouvoir l'alternance démocratique en Afrique.

## Pour plus d'information veuillez contacter:

**Nom** : Jonas Eledi

**Titre** : Chargé des communications et des plateformes numériques

**Courriel** : j.eledi@wademosnetwork.org

**Numéro de téléphone** : +233 26 373 5330

**Nom** : Pr. David DOSSEH

**Désignation** : Coordonnateur, TLP-TOGO

**E-mail** : davido2k@yahoo.fr

**Numéro de téléphone** : Tél 00228 90328276

**Nom** : Moyra Oblitas

**Titre** : Chargé de communication

**Numéro de téléphone** : 0033756277769

Solidarity for Democracy | Solidarité pour la Démocratie

Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana) | Media Foundation for West Africa (MFWA), Ghana | West Africa Civil Society Institute (WACSI), Ghana  
WANEP | Center for Democracy and Development-West Africa, Nigeria | StatView International, Guinea | Center for Democratic Governance (CDG), Burkina Faso